



CSE réseau F3 de mars 2023

Commission économie et structures du 16 mars 2023

(compte-rendu)

Présents pour les élus : Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Annette Desprez

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Samuel Bignon (président de la commission)

Ordre du jour : étude du budget 2023 et bilan 2022

Contexte

2023 est la première année sans redevance. Pour l'instant, ça n'a pas engendré de gros coups de serpe dans le budget du réseau. C'est une première satisfaction, pour cette année, mais qui n'assure aucune certitude pour les années suivantes. La renégociation du Contrat d'Objectifs et de Moyens avec l'Etat va définir un nouveau niveau de financement qui déterminera nos prochains budgets, et donc notre avenir. Aujourd'hui, on n'a aucune certitude sur le mode de financement que choisira le gouvernement pour l'audiovisuel public. Pour l'instant, l'Etat verse chaque mois à FTV la part prévue, à échoir.

Le budget 2023 du réseau est prévu à la hausse (+6% par rapport au réalisé 2022). La masse salariale, les ETP et les charges hors personnel augmentent. Mais il n'y a aucune référence, ni aucun financement particulier pour Tempo, pourtant annoncé comme le projet stratégique par la direction générale. La direction avait prévenu que ça se fera à moyens constants dans le réseau, elle tient effectivement ses promesses. C'est bien dommage, et ce sera dommageable.

En 2022, le budget de l'entreprise est à l'équilibre, si on laisse de côté le déficit induit par la fin de Salto. Il y aura donc de nouveau une part d'intéressement pour les salariés.

Le réseau a participé aux économies de l'entreprise en dépensant moins que prévu l'an dernier. 408,8 M€ au lieu de 413,6 M€. La queue de comète du Covid a joué en janvier, avec un PCA, contesté, qui a engendré trois semaines de journaux mutualisés. Il y a aussi moins de recours aux prestations de la Fabrique.

Les recettes publicitaires de 2022 sont supérieures aux prévisions qui étaient très prudentes à cause de la crise sanitaire. La guerre en Ukraine et l'inflation galopante n'ont pas fait dégringoler les campagnes des annonceurs. Et pour 2023, les prévisions restent prudentes, notamment à cause de la fin de Plus Belle la Vie.

Point 1 : étude du budget 2023 et bilan 2022

Le budget 2023 du réseau s'élève à **433,2 M€**, en hausse de **4,7% (+19,6 M€)** par rapport au prévisionnel 2022, et en hausse de **6% (+24,4 M€)** par rapport au réalisé 2022.

Le réseau gagne 2,8 ETP au budget 2022, mais ils sont liés à trois transferts de collègues statutaires qui rejoignent le réseau avec leur poste. Deux en Occitanie et un dans le Grand-Est. Hors ces transferts, le nombre d'ETP reste stable, pour la deuxième année consécutive. La commission a demandé à la direction si elle avait estimé, et donc budgétisé le nombre d'ETP nécessaires pour assurer la faisabilité de Tempo dans des conditions acceptables. Et s'il y avait déjà des salariés du siège identifiés pour rejoindre le réseau. Elle a répondu qu'elle ne l'a pas fait, et qu'elle ne peut pas le faire. Elle conçoit que s'il y a des transferts, il n'y en aura pas beaucoup. La direction nous a néanmoins signalé que les impacts sont en cours de mesures pour Tempo. Pour évaluer les besoins réels. Pour la commission, il est assez étrange qu'une entreprise se lance dans un gros transfert de production et de fabrication sans calculer précisément les conséquences pour mener à bien son projet. On ne peut pas répondre "on verra". Cette impréparation et cette incertitude renforcent notre demande de sursoir au projet Tempo.

Concrètement, l'effectif ETP du réseau pour 2023 est de 2894,3 contre 2891,5 en 2022.

Evolution des ETP en 2023 par rapport à 2022, et à 2019 (début RCC), par région :

Région	ETP 2019	ETP 2022	ETP 2023	Evol. 23/22	Evol. 23/19
Auvergne Rhône-Alpes	342,5	334,3	333,3	- 1	-9,2
Bourgogne Franche-Comté	223,7	218,5	218,5	0	-5,2
Bretagne	155,4	151,7	151,7	0	-3,7
Centre Val-de-Loire	121,2	118	118,8	+ 0,8	-2,4
Grand-Est	396,9	377,3	378,6	+ 1,3	-18,3
Hauts-de-France	259,6	246,5	246,5	0	- 13,1
Normandie	217	212,5	212,5	0	- 4,5
Nouvelle-Aquitaine	433	424,7	423,9	- 0,8	- 9,1
Occitanie	311,2	302,1	303,6	+ 1,5	- 7,6
Paris Ile-de-France	165,5	94,1	93,8	- 0,3	-71,7
PACA	264,6	255,4	254,6	- 0,8	- 10
Pays de la Loire	119,5	120,7	122,1	+ 1,4	+2.6
Siège	40,7	35,7	36,3	+ 0,6	- 4,4

Pays de la Loire (+1,4) et Centre Val de Loire (+0,8), régions mono-antenne considérées comme prioritaires pour un rééquilibrage des ETP, ne bénéficient pas d'un coup de pouce significatif.

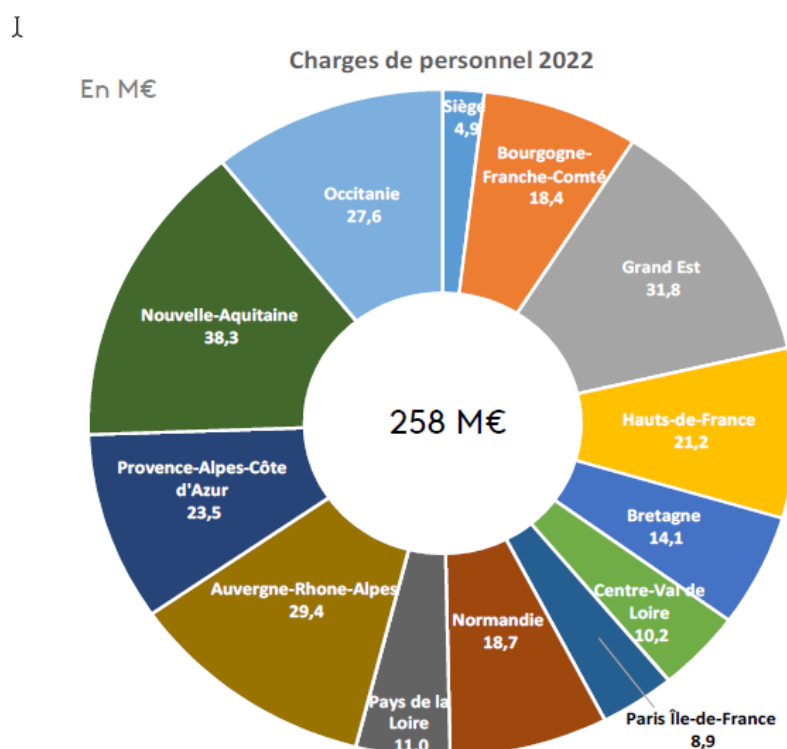
Ce sont toujours les opportunités de transferts qui jouent sur les hausses. C'est le cas pour Occitanie et Grand Est qui voient leurs ETP augmenter à cause de mutations avec ETP.

La commission invite les RP à demander un point ETP et finances dans chaque instance de proximité. Certaines directions sont plus transparentes que d'autres pour évoquer ces sujets qui méritent d'être débattus dans chaque région.

Les dépenses

La masse salariale

En 2022, le réalisé est donc légèrement inférieur à la prévision : 258 M€ en retrait de 2,5 M€ par rapport aux prévisions. Voir détail ci-dessous.



Les économies réalisées en 2022 sur la masse salariale sont sensiblement identiques à celles réalisées en 2021. Mais pas pour les mêmes raisons. Il y avait eu beaucoup plus de réduction d'activités en 2021 à cause de la crise sanitaire.

En 2022, le PCA de janvier, et l'effet Noria dû à de nombreux départs en RCC ont fait diminuer la masse salariale. Les IJSS pour Covid ont été paradoxalement beaucoup plus importantes l'an dernier qu'en 2021. Il y a eu plus de 1000 jours d'arrêt Covid sur certains mois.

La limitation du CET à 5 jours a également joué. Et l'augmentation générale de 2022 n'était pas prévue au budget. Et malgré cela, on a moins dépensé que prévu. Cette augmentation générale aurait donc pu être plus forte, sans mettre en péril l'entreprise...

Il y a eu aussi une augmentation du coût des journalistes CDD à cause d'une hausse des cotisations patronales.

Huit régions ont réalisé une économie modérée sur la masse salariale prévue. Une fois de plus, AURA est en retrait plus net avec - 700.000€. Le directeur financier redit que c'est essentiellement à cause des JTs communs aux trois antennes qui se sont multipliés en janvier. C'est aussi une région fortement impactée par les départs en RCC et l'effet Noria induit.

Normandie et Occitanie sont à l'équilibre. Le siège et Nouvelle Aquitaine sont en léger débord.

Pour 2023, la masse salariale budgétée est de 269,9 M€, en hausse significative de près de 12 M€ par rapport au réalisé 2022. Elle suit le glissement naturel des salaires, et la petite hausse d'ETP. Aucune augmentation générale n'est anticipée dans ce budget. Les multiples départs en RCC de fin 2022 font augmenter moins vite la masse salariale, mais ne permettent pas sa réduction.

Toutes les régions augmentent leur masse salariale, de plus d'1 M€ pour Grand-Est, Normandie et PACA.

Le directeur financier précise que l'entreprise *"n'a pas fait porter l'effort de la RCC sur le réseau, en vue de Tempo et de la régionalisation"*.

Région	Masse salariale B-2022	Masse salariale B-2023	évolution 23/22	Coût d'un ETP (K€)
Auvergne Rhône-Alpes	30,1	30,6	+ 0,5	91,8
Bourgogne Franche-Comté	19,0	19,9	+ 0,9	91,1
Bretagne	14,4	14,8	+ 0,4	97,6
Centre Val-de-Loire	10,6	11,0	+ 0,4	92,6
Grand-Est	32,4	33,7	+ 1,3	89,0
Hauts-de-France	21,4	22,3	+0,9	90,4
Normandie	18,7	19,7	+ 1,0	92,7
Nouvelle-Aquitaine	37,9	39,2	+ 1,3	92,5
Occitanie	27,6	28,5	+ 0,9	93,9
Paris Ile-de-France	9,0	9,4	+0,4	100,2
Provence-Alpes Côte d'Azur	23,4	24,4	+ 1,0	95,9
Pays de la Loire	11,2	11,6	+ 0,4	95,0
Siège	4,8	5,0	+ 0,2	132,2

Les charges hors personnel

Malgré l'inflation, le réalisé 2022 est en retrait (- 2,3 M€) par rapport au budget prévu. La plus forte économie concerne le recours à la Fabrique, qui sera détaillé

plus bas. **Et pour 2023, le budget est en nette augmentation à 163,3 M€, en hausse de 6,6%**, à cause de l'inflation de l'énergie et des loyers.

Les dépenses d'énergie ont explosé en 2022. Les factures d'électricité, de gaz et de carburants ont pesé sur la ligne « *achats hors programme* », qui est en débord de 1,6 M€. Pour 2023, cette ligne est en forte hausse, de 3,2 M€, par rapport au réalisé de l'an dernier. **La dépense en électricité a couté 4,1 M€ en 2022. Elle est estimée à 6,6 M€ en 2023.** Pour le gaz, impossible de négocier de long contrat après la fin du contrat à prix fixe qui s'est terminé en novembre 2022. C'est maintenant à échéance tous les trois mois. Donc encore plus incertain. L'entreprise cherche désormais à se connecter le plus souvent possible aux réseaux de chauffage urbain pour éviter les trop fortes hausses.

Les frais de missions sont plus élevés que prévu en 2022. A cause essentiellement de l'inflation, surtout dans les hôtels, qui a entraîné des dérogations pour des sommes plus importantes. Il y aussi eu une revalorisation de certains types de frais. La direction comptait faire des économies sur les frais de mission, mais impossible vu la hausse des prix. Pour 2023, le budget prévoit une diminution par rapport au réalisé 2022. Mais compte-tenu des prévisions inflationnistes, il paraît difficile de respecter cette prévision.

La commission a redit l'urgence de réévaluer les bases de remboursement des indemnités pour les hôtels, les repas et les frais kilométriques.

France Bleu

Pour les matinales de France Bleu, il y en a eu quatre en 2022, et six sont prévues en 2023. Caen et Montpellier ont été lancées, restent Grenoble, Cherbourg, La Rochelle et Poitiers avant la fin d'année.

Le coût de l'installation dépend de la zone de diffusion. Si elle est identique à la zone du BRI, c'est nettement moins cher que s'il faut installer des nouveaux relais et des nouvelles sorties de régie pour différencier les zones de diffusion. Comme pour la zone de diffusion de Cherbourg par exemple qu'il faut différencier de celle de Caen. Et ensuite pour l'exploitation, il faut en moyenne 200.000 € par station et par an. Une grosse part est versée à France Bleu pour l'ETP, les images de drones, les moyens techniques... Les coûts sont stables car leur négociation date de la signature de la convention FTV-Radio-France.

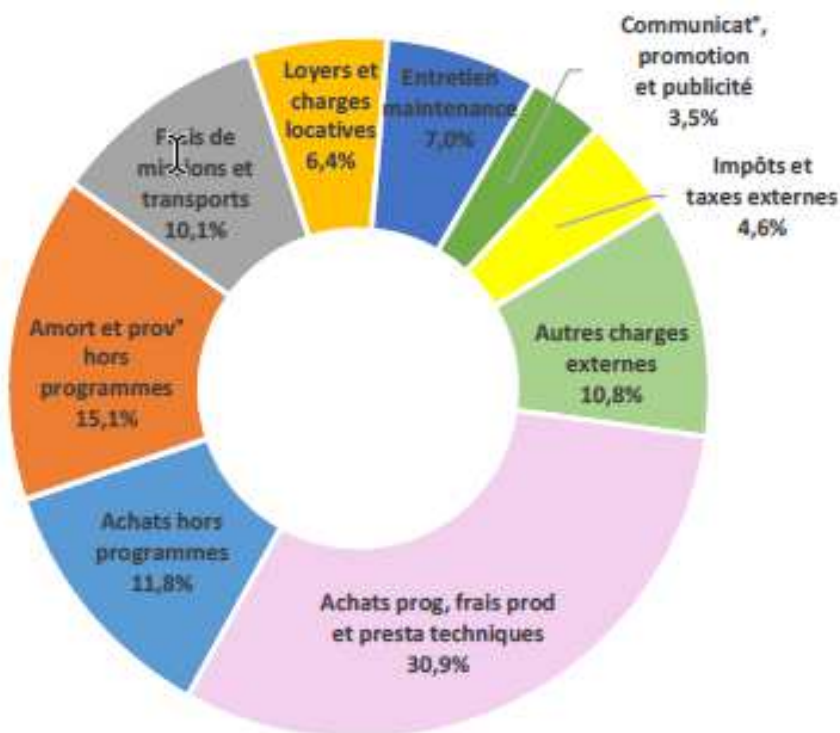
La direction maintient l'objectif de diffusion des 44 matinales de FB pour 2025.

Le GIE France 3 / France Bleu, et l'appli ICI qui en résulte, n'étaient pas prévus au budget 2022. Ce coût, assumé par la ligne « siège » du réseau, dépassera le million d'euro en 2023. Il faut payer des prestataires externes qui travaillent sur l'appli. Il n'y a pas la ressource en interne. Cette dépense assumée par la direction numérique est ensuite réaffectée au réseau.

Le budget du « siège » est en forte hausse pour l'an prochain, +70% par rapport au budget 2022. Elle comprend aussi le budget de la CAR (coordination des antennes régionales). Elle finance toujours des programmes récurrents (Nouveaux Nomades, Réseau d'enquêtes...), mais aussi au coup par coup.

Le Cash sur programme pèse plus de 30 millions d'euros (achats, frais et production de programme, prestations externes, coproductions).

Le budget 2023, hors masse salariale et prestations internes s'établit à **99,2 M€ de dépenses**, répartis comme suit (en %) :



La Fabrique

La plus grosse ligne de dépense concerne les prestations internes : 56,7 M€ au réalisé 2022. 64,1 M€ au budget 2023. C'est là que sont facturés les services de FTV que le réseau utilise. L'informatique, qui grossit d'année en année. La RH et la Finance, avec les rémunérations des collègues de ces branches qui travaillent dans le réseau. Des loyers également. Et la plus grande part concerne le recours à la Fabrique.

En 2022, les prestations de la Fabrique étaient en dessous des prévisions. Seulement 12508 jours sur les 14045 jours ont été utilisés (-11%).

La video-fixe est en baisse de 28 jours, car Paris Ile-de-France a utilisé moins de jours à cause de la suppression de "Vous êtes formidables " pendant le PCA de janvier.

Les équipes de tournage ont moins tourné pour le réseau, à cause de certains décalages. Idem pour la vidéographie et la post-production dont le retard est dû à la saturation des salles de montage et de mixage.

En revanche, les jours de fiction était supérieur aux prévisions. A cause du début du tournage de la série « Bugarach », dans les studios de Toulouse, qui n'était pas prévu au budget.

Pour 2023, tout baisse pour la Fabrique, sauf les jours de fiction qui montent à 107 jours. Il y a 956 jours en moins cette année par rapport aux prévisions de l'an dernier. Mais le quota alloué au réseau avec 13089 jours reste supérieur au réalisé 2022.

Le directeur financier explique que désormais, il faut passer à une relation client-fournisseur, et non plus à une mise à disposition de moyens auxquels on aurait droit sans estimer précisément les besoins. Il a demandé de faire un budget réaliste, avec une estimation précise, et pas théorique. Pour mieux planifier les jours de la Fabrique. Les demandes initiales n'ont donc pas toutes été satisfaites. Par ailleurs, les barèmes de la Fabrique ont augmenté, pour tenir compte de l'inflation.

La commission a demandé si le projet Tempo génèrera de nouvelles facturations pour les productions de la rédaction nationale. Les reportages et éléments envoyés par le siège seront-ils considérés comme des prestations internes, comme le sont celles de la Fabrique par exemple. La direction répond que rien n'est prévu à ce stade, précisant que ces échanges sont un objectif fixé à la rédaction nationale. Le directeur financier souligne que ce serait des jeux d'écriture qui seraient lourds à gérer administrativement.

La commission s'interroge sur la volonté du siège de continuer à financer des prestations pour le réseau, gratuitement. Si Tempo voit le jour, cette question sera sur la table. Inévitablement.

Le réseau a financé plus de documentaires régionaux que prévu en 2022. Pour 10 M€ au lieu de 8,95 M€. La Nouvelle Aquitaine est en débord de 360000 €.

En 2023, le budget reste stable avec 8,95 M€. Ça représente une petite part des 106 M€ que FTV y consacre chaque année, en respect de son obligation réglementaire.

Les investissements

Les prévisions d'investissements n'ont pas été atteintes en 2022. 14,8 M€ au lieu de 18,6 M€. Notamment à cause des retards dans l'immobilier à Rennes, Amiens et Le Havre. L'immobilier centralisé était en retard de 5,5 M€ en 2022. Ils sont reportés sur 2023.

En 2023, il y a déjà un million d'euro prévu pour le déménagement d'Antibes à Nice. La direction évoque une ligne globale pour ce projet, qui comprend le financement d'études.

En 2023, l'investissement technique est conséquent avec le NRCS (Open-Media et Newsboard) et le maintien de Mona-Lisa et Imedia. 3,6 M€ sont prévus pour ces logiciels.

Cinq régies MOSAR sont financées en 2023. Orléans, Grenoble, Toulouse, Nantes, Rennes. Pour une fin d'installation ou un début. Et à chaque fois, il y a un investissement en immobilier pour accompagner l'installation. Tout compris, une régie MOSAR coûte 1,5 M€. Les prochaines régies ne seront pas des MOSAR, mais des Cosma. Il y en aura onze.

En 2023, le site de Strasbourg pour l'expérimentation de l'automate Overdrive est financé à hauteur de 0,5M€ par le réseau. Alors que tout est déjà opérationnel. L'an dernier, c'est la direction technique qui avait payé l'investissement non-prévu au programme.

En tout, le réseau a prévu d'investir 17,8 M€ en 2023. Ce qui génèrera d'importants taux d'amortissements, comme c'est déjà le cas cette année.

Les Recettes

Publicité et parrainage

Les prévisions de rentrées de la publicité étaient basses en 2022, et à la fin, on est largement au-dessus avec près de 2 M€ de bonus à 9,5 M€. Ce qui est au niveau du réalisé de 2021. Mais très en-deçà d'avant la crise sanitaire où on faisait 13,3 M€ en 2019.

Malgré la guerre en Ukraine, la publicité s'est maintenue plus que prévu, mais la fin d'année subit la fin de Plus belle la Vie. Les audiences ont été divisées par deux, surtout sur les cibles que visent les annonceurs : les FRDA (femmes responsables des achats). L'écran de 20h15 est donc moins cher.

Encore une fois, la navigation à vue pénalise le réseau et la chaîne. Comment une direction peut décider la fin d'un programme phare, à une heure stratégique, sans prévoir comment le remplacer. Ces improvisations sont indignes d'une grande entreprise. En conséquence, **la régie publicitaire prévoit pour la pub un budget 2023 en recul de plus de 3 M€ !** FTP met aussi en avant les incertitudes d'audience de Tempo pour expliquer sa prudence sur ses chiffres.

Pour le début de cette année, les résultats sont très bons en février, et très mauvais en mars.

L'effet de vase communicant joue sur le parrainage. En 2022, il est en-dessous des prévisions car la publicité est au-dessus. Ce sont en général les mêmes annonceurs.

En tenant compte des recettes affectées, le total des recettes publicitaires est estimé à 11,7 M€ pour l'année prochaine. Il était de 17,5M dans le résultat 2019.

COM régionaux

Il n'y a que trois régions qui ont reconduit des Contrats d'Objectif et de Moyens : Bretagne, Centre Val-de-Loire, Nouvelle-Aquitaine. Pour des montants sensiblement identiques aux années précédentes. Elles ont presque toutes versé ce qu'elles devaient fin 2022. Il y a un peu de retard en CVDL et Bretagne. La région Hauts-de-France était au bord d'une signature, mais ça n'a pas abouti. Comme les années précédentes, il y a également deux signatures de conventions spécifiques pour des événements précis. "Med in Doc" en PACA pour 179.000 €. Et 70000€ en Normandie pour une opération sur l'apprentissage avec 100.000€ prévus.

Conclusion

Le budget 2023 est en hausse, et les ETP sont stables. C'est le minimum pour une entreprise qui a l'ambition de lancer un "grand projet stratégique" comme Tempo. Ce minimum sera-t-il suffisant pour éviter un crash industriel. On peut légitimement en douter. Il est clair que la nouvelle organisation va nécessiter dans nos antennes des moyens de coordination, éditoriale et technique, qui s'ajoutent à ceux d'aujourd'hui. Ne pas anticiper le renfort sur ces postes, sans déshabiller d'autres services, est inconscient. On ne peut pas compter sur le doigt mouillé pour répartir d'éventuels redéploiements. Le projet Tempo ne peut être lancé dans de telles conditions.